



DOCUMENT DES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS



SOMMAIRE

1. Caractéristiques du contrat de canal	3
Article 1 – La structure porteuse	3
Article 2 – Territoire concerné	3
Article 3–Durée du contrat	3
Article 4 – Contenu	3
Article 5 – Objectifs	4
Article 6 – Montant financier	5
2. Gouvernance du contrat de canal	5
Article 7–Comité de suivi	5
Article 8 – Comités techniques communs et individuels	6
Article 9 – Commissions thématiques ponctuelles et pérennes	6
Article 10–Conseil syndical	7
3. Engagements des partenaires	7
Article 11 – Engagements communs aux signataires	7
Article 12–Engagements du canal de l'Isle	8
Article 13 – Engagements de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	8
Article 14 – Engagements du Conseil Régional SUD PACA	9
Article 15 – Engagements du Conseil Départemental de Vaucluse	10
4. Modalités de suivi, révision et résiliation	10
Article 16 – Suivi du contrat de canal	10
Article 17 – Révision du contrat de canal	10
Article 18 – Résiliation du document des engagements contractuels	11

1. Caractéristiques du contrat de canal

Article 1 – La structure porteuse

La structure porteuse du contrat de canal n°2 est l'ASCO du canal de l'Isle.

Elle s'engage dans une nouvelle démarche contrat de canal en collaboration avec le Canal de l'Union Luberon Sorgue Ventoux, avec le canal de Cabedan-neuf et avec le canal de Carpentras. Certains documents du contrat de canal n°2 sont ainsi partagés avec ces structures et des opérations menées en commun.

Article 2 – Territoire concerné

Réparti sur 3 200 hectares, le périmètre du Contrat de Canal de l'Isle s'étend sur 6 communes desservies par le réseau du canal de l'Isle :

- Robion
- Lagnes
- L'Isle sur la sorgue
- Le Thor
- Chateauneuf de gadagne
- Caumont sur durance

Article 3–Durée du contrat

La période de réalisation du contrat de canal s'étend sur 6 années, découpée en deux périodes de 3 ans, à compter de sa date de signature officielle par ses partenaires qui aura lieu dans le courant du premier semestre de l'année 2022.

La programmation des actions s'échelonne de 2021 à 2023 pour la première période et de 2023 à 2026 pour la deuxième période.

Article 4 – Contenu

Le contrat de canal se compose de 4 documents :

- Note de cadrage

Elle présente le contexte de réalisation du 2eme contrat de canal

- Programme d'action

Il détaille le contenu, les aspects techniques et financiers des opérations à mener sur la durée du contrat

- Document des engagements contractuels

Il s'agit des engagements des co-signataires sur le programme d'opérations, son planning et ses financements.

- Protocole de gestion des économies d'eau

Ce document cadre les modalités de gestion des économies d'eau générées par les actions prévues au contrat de canal co-financées par l'Agence de l'Eau RMC.

Article 5 – Objectifs

Les opérations du contrat de canal se répartissent en 5 volets visant différents objectifs

- Volet 1 – Pérennisation et développement des ouvrages hydrauliques

Maintenir, améliorer et développer un service d'hydraulique agricole de qualité sur le territoire

- Volet 2 – Développement durable

Réduire l'impact environnemental des activités du canal

- Volet 3 – Communication, sensibilisation et valorisation récréative

Assurer la valorisation récréative et culturelle de l'ouvrage à destination de la population locale

- Volet 4 – Territoire

Assurer et renforcer la cohérence du territoire autour du canal

- Volet 5 – Pilotage

Piloter et animer de façon partagée et concertée la mise en œuvre du contrat de canal

Article 6 – Montant financier

Le montant global du Contrat de Canal, de 2021 à 2026, est évalué à 4 760 200 €HT répartis entre plusieurs maîtres d'ouvrages.

Les montants indiqués sont des estimations prévisionnelles qui pourront être ajustées sur la base du montant réel des opérations.

2. Gouvernance du contrat de canal

Article 7–Comité de suivi

Le comité de suivi du contrat de canal est un lieu d'échange élargi et de concertation visant à suivre la mise en œuvre de la programmation des actions du contrat de canal.

Présidé par le Président du canal de l'Isle, cette instance associe différents acteurs du territoire.

- Canal de l'Isle

Président, Directeur, Directeur délégué, membres du conseil syndical

- Partenaires techniques et financiers

Conseil Départemental 84, Conseil Régional PACA, Agence de l'Eau RMC, Service de l'Etat, ...

- Collectivités

Elus des communes et des communautés de communes desservies par le canal de l'Isle

- Organisations socio-professionnelles

Chambres d'agriculture départementale et régionale, syndicat d'irrigants, ...

- Structures gestionnaires de l'eau et des milieux aquatiques

Syndicats de rivières, syndicats d'eau potable, gestionnaires de milieux naturels, ...

Le comité de suivi se réunit une fois par an et a pour objectifs:

- D'assurer le suivi et la bonne réalisation du programme d'action

- D'associer les acteurs du territoire à la démarche en leur partageant l'avancement des projets
- De partager des avis et/ou des propositions sur la mise en œuvre de la démarche

Le président fixe les dates et ordres du jour des séances. Tout membre du Comité de suivi peut présenter au président une question ou une proposition en vue de son inscription à l'ordre du jour.

Article 8 – Comités techniques communs et individuels

Le comité technique commun rassemble les canaux de Cabedan-Neuf, de l'Isle, de l'Union Luberon Sorgue Ventoux et de Carpentras, tous les 4 engagés dans la démarche contrat de canal n°2, ainsi que les partenaires techniques et financiers de la démarche.

La fréquence d'organisation du comité technique commun est d'au minimum une fois par an. Il peut se réunir plus d'une fois dans l'année si le besoin s'en fait sentir.

Chaque canal peut décider d'organiser un comité technique individuel pour échanger spécifiquement sur son contrat de canal si nécessaire pour des thématiques particulières et non partagées entre les différents canaux.

Article 9 – Commissions thématiques ponctuelles et pérennes

Article 9.1 - Commissions thématiques

Le traitement de certaines questions à enjeu dans le but de permettre l'avancement de la programmation du contrat de canal, des commissions thématiques pourront être constituées et organisées si besoin. Les acteurs invités seront sélectionnés par la structure porteuse en fonction des thèmes concernés.

La réalisation de ces instances en cours de programmation pourra être soit pérenne soit ponctuelle.

Article 9.2 - Commission des économies d'eau (COEC'EAU)

La COEC'EAU se réunit lorsque ses membres le décident d'un commun accord, afin d'engager une discussion autour de la mise à disposition à un milieu naturel local de tout ou partie des volumes d'économies d'eau générés par les projets du contrat de canal qui sont co-financés par l'Agence de l'Eau RMC. Les modalités de gestion des volumes d'économies d'eau générés par les projets sont détaillées dans le document « Protocole de gestion des économies d'eau ».

Article 10–Conseil syndical

Le conseil syndical est l'organe décisionnel de l'ASCO.

Le financement définitif et le choix de la réalisation des actions du programme d'opération du contrat de canal nécessitant un financement sont soumis à son avis et à sa validation.

3. Engagements des partenaires

Article 11 – Engagements communs aux signataires

Par leur signature, l'ensemble des partenaires du contrat accepte le contenu des engagements contractuels et s'engage sur la première période du contrat de canal, soit une période de 3 ans (2021-2023), à :

- S'impliquer activement dans la démarche contrat de canal notamment en participant aux instances dédiées à la mise en œuvre et au suivi de la démarche contrat de canal via :
 - le comité de suivi,
 - les comités techniques communs ou individuels pour les organisations concernées
 - les commissions thématiques pour les organisations concernées
- Mener des actions/projets cohérents avec les objectifs du contrat de canal n°2 dans le cadre de leurs missions
- Transmettre à la structure porteuse toute information qui serait susceptible d'affecter les objectifs, la programmation financière ou temporelle des actions du contrat de canal
- Fournir l'ensemble des données et informations nécessaires à la réalisation des bilans et ou des évaluations qui seront effectués au cours et à la fin du contrat de canal.

Les partenaires financiers s'engagent à contribuer à la mise en œuvre du contrat de canal et interviendront financièrement conformément à leurs modalités d'intervention, dans la limite des enveloppes budgétaires annuelles allouées.

Les maîtres d'ouvrages d'opérations du contrat de canal, s'engagent à mettre en œuvre les actions qui leur sont confiées dans les délais prévus.

Article 12–Engagements du canal de l'Isle

L'ASCO du canal de l'Isle s'engage à :

- Mettre en œuvre les opérations inscrites dans le contrat de canal n°2 dont elle est maître d'ouvrage en fonction de ses disponibilités financières ;
- Veiller à la mise en œuvre des actions du contrat de canal sur lesquelles elle n'est pas maître d'ouvrage ;
- Assurer le suivi, la coordination et l'animation du contrat de canal dans sa globalité ;
- Respecter les modalités de gestion des économies d'eau générées par les projets co-financés par l'Agence de l'Eau RMC, mentionnées dans le « Protocole de gestion des économies d'eau »
- Organiser au moins une fois par an un comité de suivi du contrat de canal et une commission intercommunale ;
- Assurer le secrétariat technique et administratif du comité de suivi du contrat, des commissions thématiques et du comité technique.

Article 13 – Engagements de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse s'engage à participer au financement des opérations inscrites au contrat de canal n°2 à compter de sa signature selon les modalités de son programme d'intervention en vigueur à la date de chaque décision d'aide.

Les taux et les montants de la participation prévisionnelle de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, inscrits sur les fiches opérations du contrat de canal n°2, figurent à titre indicatif. Ils ont été calculés sur la base :

- des modalités d'intervention du 11ème programme (délibération n°2019-29 approuvée par son conseil d'administration le 27 septembre 2019)
- du volume d'économie d'eau que la structure porteuse souhaite restituer au milieu naturel, pour les projets co-financés par l'Agence de l'Eau RMC et générant des économies d'eau

A compter de sa signature du contrat de canal n°2, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage à :

- Participer au financement des opérations prévues dans le contrat de canal n°2, dans la mesure où elles sont conformes à sa politique d'intervention en vigueur sous réserve des disponibilités budgétaires ainsi que de la complétude et de l'éligibilité des dossiers de demande de financement déposés ;
- Prioriser les aides hors cadre PDR/PRI en faveur des actions inscrites dans des contrats de canaux;
- Informer le canal de l'Isle des évolutions de ses modes d'interventions et de toute autre information susceptible d'affecter les objectifs et le déroulement des actions du contrat de canal
- Participer aux instances de suivi du contrat de canal
- Financer à hauteur de 50% ETP les postes de chargé de mission consacrés à la mise en œuvre du contrat de canal

Article 14 – Engagements du Conseil Régional SUD PACA

La Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur intervient en faveur :

- de la gestion intégrée des milieux aquatiques et humides et de la gestion de la ressource en eau (délibération 17-509 du 17 juillet 2017) ;
- de l'hydraulique agricole (délibération 17-867 du 20 octobre 2017) pour une irrigation au service de la compétitivité de l'agriculture.

A ce titre, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur valide les objectifs du contrat de canal n°2 de l'Isle et prend engagement de principe favorable pour aider à l'atteinte des objectifs définis dans les actions du contrat de canal, notamment au titre de sa politique d'hydraulique agricole.

A compter de la signature du contrat de canal n°2, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à :

- Participer au financement des opérations prévues dans le contrat de canal n°2, dans la mesure où elles sont conformes à sa politique d'intervention en vigueur sous réserve des disponibilités budgétaires ainsi que de la complétude et de l'éligibilité des dossiers de demande de financement déposés ;
- Prioriser les aides hors cadre PDR/PRI en faveur des actions inscrites dans des contrats de canaux ;
- Informer le canal de Carpentras des évolutions de ses modes d'interventions et de toute autre information susceptible d'affecter les objectifs et le déroulement des actions du contrat de canal
- Participer aux instances de suivi du contrat de canal

Article 15 – Engagements du Conseil Départemental de Vaucluse

Vu le contenu du dispositif départemental en faveur des aménagements hydrauliques et de l'équipement rural en vigueur en 2020, le Conseil Départemental de Vaucluse valide les objectifs du contrat de canal n°2 ainsi que le contenu du programme d'actions global.

A compter de sa signature du contrat de canal n°2, le conseil Départemental de Vaucluse s'engage à :

- Participer au financement des opérations prévues dans le contrat de canal n°2, dans la mesure où elles sont conformes à son dispositif départemental en vigueur sous réserve des disponibilités budgétaires ainsi que de la complétude et de l'éligibilité des dossiers de demande de financement déposés ;
- Prioriser les aides hors cadre PDR/PRI en faveur des actions inscrites dans des contrats de canaux ;
- Informer le canal de Carpentras des évolutions de ses modes d'interventions et de toute autre information susceptible d'affecter les objectifs et le déroulement des actions du contrat de canal ;
- Participer aux instances de suivi du contrat de canal

4. Modalités de suivi, révision et résiliation

Article 16 – Suivi du contrat de canal

Le suivi de la mise en œuvre du contrat de canal n°2 se fera au travers des comités de suivi annuels et des comités techniques, lors desquels seront présentés :

- les opérations terminées ou engagées,
- le bilan des opérations réalisées comparé aux prévisions du contrat,
- les résultats des éventuelles études et réflexions en cours,
- le programme des opérations de l'année suivante.

En outre, il est prévu de réaliser un bilan intermédiaire à la fin de la première période du contrat de canal n°2.

Article 17 – Révision du contrat de canal

Le contrat de canal pourra faire l'objet d'une révision, sous la forme d'avenants, notamment afin de permettre :

- une modification du programme d'actions initialement arrêté,
- une modification importante du coût d'une action ayant un impact sur
- l'équilibre financier du contrat,
- une modification de la durée de la programmation initialement arrêtée,
- l'intégration de nouvelles opérations complémentaires au programme d'actions.

Article 18 – Résiliation du document des engagements contractuels

En cas de dysfonctionnement grave entre les différents signataires, la résiliation du présent document des engagements contractuels pourra être prononcée. La décision de résiliation aura la forme d'un avenant et précisera les conditions d'achèvement des opérations ayant connu un commencement d'exécution.